

*Le budget—M. Benjamin*

Il y a deux sortes de déficit, monsieur le Président. Nous avons à l'heure actuelle un déficit poids mort. Il s'agit d'un perpétuel cercle vicieux où l'on emprunte pour payer les intérêts à payer sur les emprunts précédents. Il y a également le déficit qu'on peut qualifier de constructif et qui se liquide de lui-même. Un tel déficit permet de faire des investissements publics joints aux investissements des secteurs privé et coopératif qui créent des emplois. Le gouvernement oublie, comme l'a fait son prédécesseur, qu'en réduisant le taux de chômage à 6 p. 100, ce qui n'est pas beaucoup demander, les impôts accrus payés par les contribuables qui ont trouvé du travail et par les sociétés qui les ont embauchés suffiraient à liquider notre déficit actuel en moins de trois ans.

Je voudrais citer un article écrit par Ruben Bellen, qui est professeur d'économie au St. John's College de l'Université du Manitoba. Cet article a été publié le 21 mai dernier dans le *Star* de Toronto. Son auteur faisait remarquer que le gouvernement fédéral avait payé en 1984, 21 milliards de dollars en intérêts sur la dette nationale. Les experts financiers ont fait ressortir l'énormité de ce montant au moyen d'un certain nombre de mesures. Ce montant représentait 5 p. 100 de notre produit national brut. Il absorbait près du tiers des recettes du gouvernement et équivalait à \$2,500 par contribuable.

Voilà un chiffre exorbitant à première vue, mais, comme il le dit, les gens qui font tant de bruit autour de ce chiffre oublient une chose. Quatre-vingt-dix pour cent des 21 milliards que le gouvernement du Canada a dû emprunter pour payer les intérêts sur la dette courante ont été payés à des Canadiens, car il s'agit de la proportion des obligations du gouvernement fédéral qui sont détenues au Canada par des particuliers, des sociétés et des institutions financières et, plus important encore, par la Banque du Canada elle-même. L'investisseur canadien qui a souscrit aux emprunts du gouvernement du Canada a récupéré presque entièrement sa part de \$2,500 des emprunts de 21 milliards en intérêts.

On commet un autre léger oubli dans toute l'hystérie entourant le déficit. Notre banque centrale, la Banque du Canada, qui est chargée de contrôler la masse monétaire nationale, est l'acheteur le plus important des obligations du gouvernement fédéral. En 1984, 17 des 21 milliards empruntés par le gouvernement fédéral, soit environ 10 p. 100 de l'encours de la dette fédérale, étaient prêtés par la Banque du Canada.

La Banque du Canada appartient entièrement au gouvernement fédéral, et elle remet ses recettes nettes au ministère du Revenu national à la fin de l'année civile. Elle a reçu 1.981 milliard en intérêts du gouvernement du Canada sur les obligations qu'elle avait. Ses frais de fonctionnement s'élevaient à 129 millions. Par conséquent, le gouvernement a récupéré 1.852 milliard de la somme de près de 2 milliards qu'il a dû payer à la Banque du Canada. Le gouvernement a récupéré environ 93 p. 100 de l'argent qu'il a versé à la Banque du Canada en 1984 pour les intérêts sur les obligations. Cela revient à acheter un costume de \$100, à recevoir une réduction de \$90 tout en prétendant qu'il vous a coûté \$100. Le déficit, c'est de la foutaise!

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, le pays a surmonté un déficit deux fois plus élevé que le déficit actuel. Le taux de chômage était bas, les placements et les dépenses à la consommation étaient élevés. Il y avait probablement autant de contribuables à la fin des années 40 et au début des années 50

que maintenant, mais à l'heure actuelle, bien des citoyens ne paient plus d'impôt parce qu'ils ont des revenus insuffisants. Le gouvernement compte prendre quelques initiatives d'ici quatre ans, d'après ce que le ministre des Finances a dit dans sa déclaration économique. Dans les cinq domaines les plus importants, soit réduire le chômage, accroître la production de denrées alimentaires, rendre les producteurs agricoles et les agriculteurs autonomes et les faire redevenir des contribuables, assurer la santé et le bien-être ainsi que les transports, le gouvernement réduira ses dépenses de 12 milliards.

Le député de Qu'Appelle-Moose Mountain veut féliciter le ministre des Finances (M. Wilson), mais il ne devrait pas oublier qu'il y a 500 millions de moins pour les agriculteurs canadiens. S'il veut s'en réjouir, qu'il le fasse, mais il devrait aller le dire aux habitants de la Saskatchewan. Les agriculteurs recevront 500 millions de moins sur une période de quatre ans. Nous dépensons 3.61 milliards de dollars de moins pour les transports en dépit du fait que nous sommes 20 ans en retard pour moderniser nos réseaux de transport, qu'il s'agisse du transport urbain, des chemins de fer, des aéroports, des lignes aériennes, de la navigation et quoi encore. À mon sens, nous contribuons à un déficit constructif en dépensant cet argent. Les gens travaillent et paient des impôts, le chômage tombe à 6 p. 100 et le déficit courant aussi bien que la dette nationale sont effacés. C'est ce que nous avons fait dans le passé. Je parle d'une époque relativement récente, au temps de la Seconde Guerre mondiale ou de la guerre de Corée quand M. St-Laurent était premier ministre.

• (1550)

En 1969-1970, comme le député de Qu'Appelle-Moose Mountain sait très bien...

**Le président suppléant (M. Charest):** À l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais la période...

**M. Benjamin:** Puis-je avoir une minute pour finir?

**M. Hamilton:** Oui.

**Le président suppléant (M. Charest):** Le député de Qu'Appelle-Moose Mountain (M. Hamilton) dit oui, donc je suppose que, du consentement unanime, le député a une minute de plus.

**M. Benjamin:** Aux trois occasions que j'ai mentionnées, nous avons imposé des contrôles sur les opérations de change de façon à empêcher les spéculateurs d'échanger des centaines de millions de dollars du jour au lendemain pour empocher un dixième de 1 p. 100 de plus sous forme d'intérêts. Si le Canada est un bon endroit pour faire des profits, c'est sûrement un bon endroit pour investir. Ces gens-là ne devraient pas pouvoir se réfugier dans des paradis fiscaux pour y faire de l'argent alors que le Canada a si désespérément besoin d'investissements.

Durant la Seconde Guerre mondiale et la guerre de Corée, le dollar canadien valait 90c. américains. Quand M. Diefenbaker le dévalua à 87.5c. les libéraux l'appelèrent le «diefenbuck». Il arrêta également les taux d'intérêt. Ces trois fois-là, nous ne nous sommes guère souciés de la valeur du dollar américain, du rouble russe ou de n'importe quelle autre devise. Nous nous occupons de nos propres affaires. En dépit de certaines erreurs, en dépit du fait que nous avions peut-être pris un peu trop de temps à agir, cette solution a été efficace. Il ne s'agit pas ici de la politique de mon parti, mais il me semble que mon parti et les deux autres qui siègent ici feraient mieux